

L'an deux mille vingt-et-deux, le treize décembre à 14 heures 30, les Membres du Comité Syndical se sont réunis en présentiel au Pôle Environnement du Smicval (Saint Denis de Pile - 33910), sous la présidence de Monsieur Sylvain GUINAUDIE, Président du Syndicat Mixte Intercommunal de Collecte et de valorisation des déchets Ménagers.

Date de la convocation : 06/12/2022

Etaients présents :

Envoyé en préfecture le 16/12/2022


Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

ID : 033-253306617-20221213-2022\_67-DE

Titulaires		Suppléants		Titulaires		Suppléants	
CDC du Fronsadais				CDC du Grand Saint Emilionnais			
Monsieur VALEIX		Monsieur FAVRE	P	Monsieur BROUDICHOUX	P	Monsieur DUMONTEUIL	
Monsieur GARANTO	P	Madame EYHERAMONNO		Monsieur GOMBEAU	P	Monsieur BRINGART	
Monsieur BARBE	Ex	Monsieur CHIAROTTO		Monsieur VALLADE	P	Monsieur CANUEL	
Monsieur BEC	Ex	Monsieur DEJEAN		Monsieur DESPRES	P	Monsieur FOURREAU	
Madame REGIS	P	Monsieur DUBOUREAU		CDC de l'Estuaire			
Communauté d'Agglomération du Libournais				Monsieur LAISNE	Ex	Monsieur BERNARD	
Monsieur ABANADES	Ex	Madame BLANCHETON		Monsieur CAVALEIRO	P	Monsieur RAYMOND	
Monsieur BATTISTON	Ex	Monsieur DURAND-TEYSSIER		Monsieur VERRAT	P	Monsieur OVIDE	
Madame CONTE-JAUBERT	Ex	Monsieur GACHARD	P	Monsieur JOUBERT	P	Monsieur SOULIGNAC	
Madame LEMOINE	P	Monsieur GALAN		Monsieur GANDRE	P	Monsieur RIVEAU	
Madame FONTENEAU	P	Monsieur GUILHEM		CDC du Pays de St Aulaye			
Madame GANTCH	P	Monsieur HUCHET		Monsieur HALLAIRE	P	Monsieur GENDREAU	
Madame HOPER	P	Madame LECOULEUX		Monsieur SAUTREAU	Ex	Monsieur VIAUD	
Madame KRIER	P	Madame NABET-GIRARD		CDC Latitude Nord Gironde			
Monsieur LE GAL	P	Monsieur LAVIDALIE		Monsieur BLAIN	Ex	Monsieur BERNARD	
Monsieur MARTINET	Ex	Monsieur MASSY		Monsieur HAPPERT	P	Monsieur GRIMARD	
Monsieur RESENDE	P	Madame PEYRIDIEUX		Monsieur PAILLAUD	Ex	Monsieur LOPEZ	Ex
Monsieur VACHER	P	Madame WARSMANN		Madame DIETERICH	Ex	Monsieur DUPONT	
CDC du Grand Cubzaguais				Madame LEGAI		Monsieur LESCA	
Monsieur GUINAUDIE	P	Monsieur BAQUE		Monsieur RENARD	P	Madame RUBIO	
Monsieur TELLIER	P	Madame CLEDAT		CDC de Blaye			
Madame PEROU	P	Madame COUPAUD		Monsieur DUEZ	P	Monsieur TREBUCQ	
Monsieur GARD	P	Madame DARHAN		Monsieur CARREAU	P	Madame MERCHADOU	Ex
Monsieur JOLY	P			Madame GADRAT	P	Monsieur BELIS	
Monsieur POTIER	P	Madame LOUBAT		Monsieur BEDIS		Madame DELAUGE	
Monsieur BLANC	P	Monsieur MIEYEVILLE		Monsieur BERNARD	P	Monsieur VIGNON	
				Madame POIRIER	Ex	Monsieur MUNDWEILER	

Titulaires		Suppléants	
CDC Isle Double Landais			
Monsieur ELIZABETH	P	Madame DUCOS	
Monsieur PARROT	P	Madame CHEVREUL	

Envoyé en préfecture le 16/12/2022  
 Reçu en préfecture le 16/12/2022  
 Publié le   
 ID : 033-253306617-20221213-2022\_67-DE

P = Présentiel      V = Visioconférence      PP = Présentiel partiel      Ex = Excusé

Secrétaire de séance : Monsieur Michel VACHER

Excusés ayant donné procuration à un délégué titulaire :

Monsieur Pierre-Jean MARTINET, Délégué titulaire de la CALI donne procuration à Madame Fabienne KRIER, Déléguée titulaire de la CALI  
 Madame Mireille CONTE-JAUBERT, Déléguée titulaire de la CALI donne procuration à Madame Fabienne FONTENEAU, Déléguée titulaire de la CALI  
 Monsieur Jean-Michel SAUTREAU, Délégué titulaire de la Communauté de Communes du Pays de St Aulaye donne procuration à Monsieur Xavier HALLAIRE, Délégué titulaire de la Communauté de Communes du Pays de St Aulaye

Invités excusés :

Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Libourne,  
 Monsieur Alain MAROIS, Président Honoraire du SMICVAL,  
 Monsieur PATIES, Trésorier de Coutras.

Monsieur HAPPERT, Délégué titulaire de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde est arrivé en cours de séance, soit à 14 heures 49.  
 Madame FONTENEAU, Déléguée titulaire de la CALI est arrivée en cours de séance, soit à 14 heures 56 et il est précisé qu'elle représente Madame CONTE-JAUBERT qui lui a donné procuration.

Sur les 49 Délégués qui composent le Comité Syndical du Smicval du Libournais – Haute Gironde, lors de l'Assemblée Générale du 13 décembre 2022, 36 d'entre eux étaient présents ou représentés par un suppléant.



## DELIBERATION n° 2022 - 67

**Objet :** Autorisation de signature d'une convention avec la SPL Trigironde, dite « in house inversée » permettant au Smicval de facturer la prestation de transport effectuée en régie à la SPL

**Rapporteur :** Jean-Philippe LE GAL

A titre liminaire, il convient de mentionner qu'à l'adoption de cette délibération 36 membres du Comité Syndical étaient présents (sur 49 en exercice) et 3 procurations ont été recensées.

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite « loi de transition énergétique »,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21,

Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants et L. 2521-1 et suivants.

Considérant que le Smicval est actionnaire de la société publique locale (SPL) TRIGIRONDE.

Considérant que la SPL est une forme de société anonyme dont le capital est détenu à 100 % par des collectivités ou groupements de collectivités. Ainsi, outre le Smicval, les six autres actionnaires sont : le SMICVAL, le SEMOCTOM, le SICTOM Sud Gironde, la Communauté de communes Médullienne, le SMICOTOM, la Communauté de communes Médoc Estuaire, et la Communauté de communes convergence Garonne.

Considérant que du fait de sa qualité de SPL, la société TRIGIRONDE ne peut réaliser des prestations que pour le compte de ses actionnaires.

Considérant que la SPL TRIGIRONDE a notamment pour objet :

- *Le transfert et transport des déchets à trier jusqu'au centre de tri soit par la passation de marchés, soit avec ses moyens propres ;*
- *La conception, la réalisation et l'exploitation/maintenance du centre de tri de déchets ménagers et assimilés sur le site – 8, Route de la Pinière 33910 Saint-Denis-de-Pile ;*
- *La gestion, l'entretien et la mise en valeur dudit centre de tri. A cet effet, la Société pourra se doter de moyens humains propres pour effectuer les activités suivantes : gestion des ponts bascules, revente des produits triés, suivi de la qualité des collectes, suivi de la qualité du tri, caractérisations des flux de déchets, suivi et contrôle de l'exploitation du centre de tri, communication/visites du centre de tri, administration des contrats et direction ;*
- *le transfert et transport des déchets à trier jusqu'à un centre de tri tiers et leur tri par ce dernier, jusqu'à la mise en service du centre de tri TRIGIRONDE, ou en cas d'indisponibilité de celui-ci, soit par la passation de marchés, soit avec ses moyens propres.*

Considérant que la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite « loi de transition énergétique », impose la mise en place de l'extension des consignes de tri (ECT) avant le 31 décembre 2022.

Considérant que le nouveau centre de tri de la SPL TRIGIRONDE ne sera pas opérationnel avant au moins le mois de juin 2023.

Considérant que dans ces conditions, le Smicval doit passer par une phase transitoire.

Considérant que durant celle-ci, il est proposé de confier à la SPL TRIGIRONDE un contrat ayant pour objet le transit, le transport, le tri des collectes sélectives en ECT jusqu'à des centres de tri tiers ainsi que le traitement des refus et la revente des matières en sortie de centre de tri.

Considérant que le Smicval, qui exécute en régie le transport de sa collecte sélective prestation, est en mesure de réaliser le transport des emballages et papiers en extension de consigne de tri répondant au besoin de la SPL TRIGIRONDE durant la période transitoire.

Considérant que dans ces circonstances, il est proposé de conclure un contrat à cette fin avec la SPL TRIGIRONDE.

Considérant que le projet de contrat prévoit l'application d'un prix composé de charges fixes relatifs aux couts du personnel et du matériel nécessaire au transport et de charges variables liées aux couts du carburant et des additifs.

Considérant que le contrat sera exécuté durant la période transitoire, du 01/01/2023 jusqu'à l'ouverture du nouveau centre de tri.

Considérant que pendant la période de fermeture du centre de tri de Saint Denis de Pile, le Smicval est en mesure d'acheminer les emballages et papiers du secteur « Libournais » jusqu'au centre de tri du SMD3 situé à Couloumieix Chamiers.

Considérant que dans ces circonstances, il est proposé de conclure un contrat à cette fin avec la SPL TRIGIRONDE.

Considérant que le projet de contrat prévoit l'application d'un prix pour le transport réalisé en prestation de service et un prix pour le tri des emballages et la valorisation des refus de tri.

Considérant que cette disposition ne sera en vigueur qu'entre la date de fermeture du centre de tri de Saint Denis de Pile appartenant au Smicval et l'ouverture du futur centre de tri de la SPL TRIGIRONDE.

Considérant que le Smicval est actionnaire de la SPL TRIGIRONDE sur laquelle il exerce un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services.

Considérant que conformément aux dispositions des articles L. 2511-2 et suivants et L. 2521-1 et suivants de du code de la commande publique, la présente convention est conclue sans publicité ni mis en concurrence préalable entre le Smicval et la SPL TRIGIRONDE.

Considérant qu'en effet, l'article L. 2511-2 du code de la commande publique prévoit expressément qu'une SPL peut confier en « *in house inversé* » un contrat à un ou plusieurs de ses actionnaires.

Il est donc proposé aux membres du Comité Syndical de bien vouloir autoriser Monsieur le Président à signer une convention avec la SPL Trigironde, dite « *in house inversée* » permettant au Smicval de facturer la prestation de transport effectuée en régie à la SPL, durant la phase transitoire, dans les conditions énumérées ci-dessus.

Après avoir entendu l'exposé du Rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil Syndical à l'unanimité, des Membres présents (36 délégués présents sur 49 délégués en exercice) et 3 procurations, décide :

Article 1 :

D'autoriser Monsieur le Président à signer une convention avec la SPL Trigironde, dite « *in house inversée* » permettant au Smicval de facturer la prestation de transport effectuée en régie à la SPL, durant la phase transitoire, dans les conditions énumérées ci-dessus.

Article 2 :

Le Président, le Directeur et le Receveur sont chargés, en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération et de la signature de tous les documents relatifs à ce dossier.


Article 3 :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE, LES JOURS MOIS ET AN CI-DESSUS  
POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT A ST DENIS DE PILE, le 13 décembre 2022

Publié le : 16/12/2022

Envoyé en préfecture le 16/12/2022
Reçu en préfecture le 16/12/2022
Publié le 
ID : 033-253306617-20221213-2022_67-DE

Le Président,  
Sylvain GUINAUDIE

Signé par : Sylvain Guinaudie  
Date : 15/12/2022  
Qualité : Parapheur Président  
SMICVAL

Le Secrétaire de séance,  
Michel VACHER







**Société Publique Locale  
TRIGIRONDE**

**8 Route de la Pinière  
33910 Saint Denis de Pile**



**SMICVAL**

**8 route de la Pinière  
33910 SAINT DENIS DE PILE**

**CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGREE (CPI)  
DE TYPE MARCHÉ DE SERVICES**

**Transport des collectes sélectives du SMICVAL Blayais, du quai de transfert de  
Saint Girons d'Aiguevives aux centres de tri de Saint-Denis-de-Pile ou Bègles**

**Transport et tri des collectes sélectives du SMICVAL Libournais au centre de tri  
de Couloumeix-Chamiers**

**SPL TRIGIRONDE / SMICVAL**

Assistants au Maître d'Ouvrage (A.M.O.) :

Mandataire :



**TRIDENT SERVICE**  
15, allée des Sablières  
78290 Croissy-sur-Seine

Volet juridique :



**BRG AVOCATS & ASSOCIES**  
1, rue du Guesclin BP 71612  
44016 Nantes Cedex 1

Nom du document :

**Acte d'Engagement (A.E.)**

B

A

24/11/2022

Emission du DCE

Indice

Date

Description





Copie certifiée conforme à l'original, délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession de créances ou de nantissement, dans les conditions de l'article R.2191-46 et s. du Code de la Commande Publique.

Date :

Signature :

Personne habilitée à donner les renseignements :

+++++



## **Acheteur**

### **La Société Publique Locale (SPL) TRIGIRONDE**

8 route Pinière

33910 SAINT DENIS DE PILE

## **Objet du marché**

Le présent marché a pour objet :

- Le transport des collectes sélectives du SMICVAL Blayais, du quai de transfert de Saint Girons d'Aiguevives aux centres de tri de Saint-Denis-de-Pile ou Bègles, durant la phase transitoire.
- Le transport et tri des collectes sélectives du SMICVAL Libournais au centre de tri de Couloumieix-Chamiers, durant les travaux du centre de tri de Saint-Denis-de-Pile

## **Mode de passation et forme de marché**

Le présent marché est une convention de prestations intégrée (CPI) de type un marché public de services conclu en quasi-régie en application des dispositions des articles L. 2511-1 et suivants et L. 2521-1 et suivants du Code de la Commande Publique

## **Personne habilitée à donner les renseignements**

+++++





## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>Objet du marché .....</b>	<b>5</b>
<b>2.</b>	<b>Contractants .....</b>	<b>5</b>
<b>3.</b>	<b>Prix .....</b>	<b>5</b>
<b>4.</b>	<b>Pénalités .....</b>	<b>5</b>
<b>5.</b>	<b>Paiements .....</b>	<b>6</b>
<b>6.</b>	<b>Bénéfice de l'avance .....</b>	<b>6</b>
<b>7.</b>	<b>Engagement du SMICVAL .....</b>	<b>6</b>
<b>8.</b>	<b>Approbation du marché .....</b>	<b>7</b>
<b>9.</b>	<b>Nantissement ou cession de créances .....</b>	<b>8</b>
<b>10.</b>	<b>Annexes à l'acte d'engagement .....</b>	<b>8</b>



## 1. Objet du marché

Le présent CPI marché est un marché public de services conclu en quasi-régie « inversée » en application des dispositions des articles L. 2511-1, L. 2511-2 et L. 2521-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Il a pour objet :

- Le transport des collectes sélectives du SMICVAL Blayais, du quai de transfert de Saint Girons d'Aiguevives aux centres de tri de Saint-Denis-de-Pile ou Bègles, durant la phase transitoire.
- Le transport et tri des collectes sélectives du SMICVAL Libournais au centre de tri de Couloumieix-Chamiers, durant les travaux du centre de tri de Saint-Denis-de-Pile

## 2. Contractants

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article « pièces contractuelles » du cahier des clauses administratives particulières qui fait référence au CCAG-FCS, et conformément à leurs clauses et stipulations.

Monsieur ++++++, agissant en qualité de Président du SMICVAL, dont le siège social est sis 8 route de la Pinière à SAINT DENIS DE PILE (33 910) :

- engage ledit syndicat sur la base de son offre ;
- S'engage,
  - à veiller, sous peine de résiliation de plein droit du marché, qu'aucune des personnes physiques ou morales intervenant dans le cadre de l'exécution de ce marché ne tombe sous le coup de l'une quelconque des interdictions visées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique ;
  - à ce que les prestations soient réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail ;
  - à exécuter, sans réserve, les prestations demandées dans les conditions définies ci-après,

## 3. Prix

Les prix s'appliqueront selon les modalités définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières et le présent Acte d'Engagement.

Les prix sont définis dans l'annexe financière au présent acte d'engagement.

## 4. Pénalités

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance et accepté les modalités de calcul et d'application des pénalités définies dans le CCP.



## 5. Paiements

Les délais et modalités de paiement sont ceux prévus au C.C.P.

L'Acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter les montants au crédit du ou des compte(s) suivant(s) :

Désignation du titulaire : **SMICVAL**

Désignation du compte à créditer :

Titulaire du compte : ++++++

Etablissement bancaire : ++++++

Numéro de compte : ++++++ Clé : ++ Code banque : ++++++ Code guichet : ++++++

## 6. Bénéfice de l'avance

Conformément au C.C.P. le SMICVAL ci-après désigné :

- refuse de percevoir l'avance  
 acceptent de percevoir l'avance

## 7. Engagement du SMICVAL

Fait en un seul original

A .....

Le .....

Signature du Président du  
SMICVAL

Porter la mention manuscrite

« Lu et approuvé »





## 8. Approbation du marché

*Est acceptée la présente offre pour valoir  
marché*

A .....

Le .....

**Signature du représentant de la SPL  
TRIGIRONDE**

### NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE (Date d'effet du marché)

*En cas de remise contre récépissé :*

*Le Titulaire signera la formule ci-dessous :*

*« Reçu à titre de notification une copie du présent marché »*

A ..... le .....

Signature

*En cas d'envoi en LR/AR (Lettre recommandée avec accusé de réception):*

*Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du marché)*

## 9. Nantissement ou cession de créances

**Certificat de cessibilité établi** en date du ..... à .....

**OU**

**Copie délivrée en unique exemplaire** pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1  La totalité du marché dont le montant est de (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) : .....

.....  
.....  
.....

2  La totalité du bon de commande n° ..... afférent au marché (*indiquer le montant en chiffres et lettres*) : .....

3  La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (*indiquer en chiffres et en lettres*) : .....

.....

4  La partie des prestations évaluée à (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) : .....

.....

et devant être exécutée  
par .....

en qualité de :  membre d'un groupement d'entreprise  sous-traitant

A ..... le .....

Signature

## 10. Annexes à l'acte d'engagement

L'acte d'engagement est complété par les annexes suivantes :

- Annexe 1 : Annexe financière





**Société Publique Locale**

**TRIGIRONDE**

**8 Route de la Pinière  
33910 Saint Denis de Pile**



**SMICVAL**

**8 route de la Pinière  
33910 SAINT DENIS DE PILE**

## **CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGREE (CPI)**

### **DE TYPE MARCHÉ DE SERVICES**

**Transport des collectes sélectives du SMICVAL Blayais, du quai de transfert de Saint Girons d'Aiguevives aux centres de tri de Saint-Denis-de-Pile ou Bègles**

**Transport et tri des collectes sélectives du SMICVAL Libournais au centre de tri de Couloumieix-Chamiers**

## **SPL TRIGIRONDE / SMICVAL**

Assistants au Maître d'Ouvrage (A.M.O.) :

Mandataire :

**TRIDENT**  
SERVICE

**TRIDENT SERVICE**  
15, allée des Sablières  
78290 Croissy-sur-Seine

Volet juridique :



**BRG AVOCATS & ASSOCIES**  
1, rue du Guesclin BP 71612  
44016 Nantes Cedex 1

Nom du document :

## **Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)**

C

B

A

24/11/2022

Emission du DCE

Indice

Date

Description



## SOMMAIRE

<b>Préambule .....</b>	<b>5</b>
<b>1. Objet du CPI – dispositions générales .....</b>	<b>7</b>
1.1. Objet du CPI .....	7
1.2. Durée du contrat .....	7
1.3. Parties contractantes .....	7
1.3.1. Pouvoir adjudicateur .....	7
1.3.2. Titulaire du marché .....	7
1.4. Sous-traitance .....	8
1.4.1. Interdiction de la sous-traitance totale .....	8
1.4.2. Responsabilité du titulaire en cas de sous-traitance .....	8
1.4.3. Demande de sous-traitance et agrément .....	8
1.4.4. Sous-traitant admis au paiement direct .....	9
1.4.5. Avance au sous-traitant .....	9
1.4.6. Paiement direct du sous-traitant .....	10
1.4.7. Cession ou nantissement de créances par le sous-traitant admis au paiement direct .....	10
1.5. Autres dispositions générales .....	10
1.5.1. Droit et langue .....	10
1.5.2. Forme des notifications et communications .....	10
1.5.3. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et travail dissimulé .....	11
1.5.4. Protection de l'environnement .....	11
1.5.5. Vérifications et admission des prestations .....	11
<b>2. Documents contractuels .....</b>	<b>11</b>
<b>3. Prix et paiements des prestations .....</b>	<b>12</b>
3.1. Choix de l'unité monétaire de règlement .....	12
3.2. Avance .....	12
3.3. Contenu et caractère des prix .....	12
3.3.1. Nature des prix .....	12
3.3.2. Contenu des prix .....	12
3.4. Règlements des comptes .....	12
3.5. Variation dans les prix .....	12
3.5.1. Modalités de révision des prix .....	12
3.5.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	13
3.6. Paiement des sous-traitants .....	13
3.7. Forme particulière de l'envoi de demande de paiement .....	14
3.8. Paiements .....	14

3.8.1.	Délai de paiement.....	15
3.8.2.	Intérêts moratoires .....	15
<b>4.</b>	<b>Clause de réexamen.....</b>	<b>15</b>
<b>5.</b>	<b>Pénalités .....</b>	<b>16</b>
5.1.	Conditions d'application des pénalités .....	16
5.2.	Pénalités dans le cadre l'exécution des prestations .....	16
5.2.1.	Pénalité en cas d'interruption du service .....	16
5.2.2.	Pénalité pour non-respect des dispositions du code du travail et travail dissimulé .....	16
5.2.3.	Remise des documents prévus au marché ou demandés par l'Acheteur.....	17
<b>6.</b>	<b>Assurances.....</b>	<b>17</b>
6.1.	Responsabilités de l'exécution du marché .....	17
6.2.	Assurances de l'exécution du marché.....	17
6.2.1.	Généralités .....	17
6.2.2.	Assurance des responsabilités civiles.....	18
6.2.3.	Justifications des assurances.....	18
<b>7.</b>	<b>Sanctions coercitives et résolutoires .....</b>	<b>19</b>
7.1.	Résiliation de plein droit sans indemnité du marché.....	19
7.2.	Résiliation pour un motif d'intérêt général.....	19
7.3.	Résiliation aux torts et risques du titulaire.....	19
<b>8.</b>	<b>Résiliation en cas de force majeure .....</b>	<b>20</b>
<b>9.</b>	<b>Cession .....</b>	<b>20</b>
<b>10.</b>	<b>Jugement des contestations .....</b>	<b>21</b>
<b>11.</b>	<b>Clauses techniques .....</b>	<b>21</b>
11.1.	Généralités .....	21
11.2.	Volet transport.....	21
11.3.	Volet tri des collectes sélectives.....	22
<b>12.</b>	<b>Dérogations au CCAG-FCS .....</b>	<b>22</b>
<b>13.</b>	<b>Acceptation du CCP.....</b>	<b>22</b>





## Préambule

La loi TECV impose la généralisation de l'Extension des Consignes de Tri au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Votre collectivité et six autres EPCI ont décidé la création en juin 2019 d'une Société Publique Locale dont l'objet principal est la construction puis l'exploitation d'un centre de tri en mesure de séparer les nouveaux emballages plastiques (pots, films et barquettes...)

Depuis 2016, une réflexion s'est engagée entre des collectivités de Gironde, sous l'impulsion du Département et de l'ADEME, afin de rechercher une solution permettant :

- De créer un centre de tri mutualisé de taille suffisante pour optimiser les prix,
- De répondre aux exigences réglementaires notamment en matière d'extension des consignes de tri,
- De limiter les impacts environnementaux en réduisant les distances de transport,
- De maintenir l'emploi sur les territoires.

La réflexion territoriale a abouti à une solution de coopération publique entre 7 collectivités (représentant plus de 530 000 habitants) via la création d'une Société Publique Locale (SPL TriGironde) dont sont actionnaires toutes les collectivités. Ce montage juridique permet de sécuriser l'organisation du tri et de mutualiser les prix, sans transfert de compétences.

Les collectivités territoriales actionnaires ont décidé de se doter d'un acteur opérationnel dédié au transfert, transport et tri de leurs collectes sélectives d'emballages (hors verre) et /ou de papiers, y compris commercialisation des produits valorisables et traitement des refus de tri.

Aussi la société a pour objet :

- Le transfert et transport des déchets à trier jusqu'au centre de tri soit par la passation de marchés, soit avec ses moyens propres ;
- La conception, la réalisation et l'exploitation/maintenance du centre de tri de déchets ménagers et assimilés sur le site - 8 Route de la Pinière, 33910 Saint-Denis-de-Pile ;
- La gestion, l'entretien et la mise en valeur dudit centre de tri. A cet effet, la SPL pourra se doter de moyens humains propres pour effectuer les activités suivantes : gestion des ponts bascules, vente des produits triés, suivi de la qualité des collectes, suivi de la qualité du tri, caractérisations des flux de déchets, suivi et contrôle de l'exploitation du centre de tri, communication/visites du centre de tri, administration des contrats et direction.

Dans le cadre des conventions conclues avec les actionnaires, la Société effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'activité ci-dessus définie et nécessaires à son service.

La Société exerce ses activités exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et de leurs groupements qui en sont membres :

1. Le SMICVAL ;
2. Le SEMOCTOM ;
3. Le SMICOTOM ;
4. Le SICTOM Sud Gironde ;

5. La Communauté de communes Médoc Estuaire ;
6. La Communauté de communes Médullienne ;
7. La Communauté de Communes Convergence Garonne.

L'objectif principal de la SPL est de construire, sous maîtrise d'ouvrage publique, un centre de tri moderne innovant et évolutif capable de trier les collectes sélectives emballages et papiers (hors verres) issues des collectivités actionnaires de cette structure et d'exploiter ce centre de tri de manière optimisée et pérenne à un cout maîtrisé.

La SPL est immatriculée auprès du Greffe du tribunal de Commerce, ses statuts et son règlement intérieur ont été approuvés par ses 14 administrateurs le 13 juin 2019.

Pour des raisons extérieures à la SPL, ce nouveau centre de tri ne sera pas opérationnel au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les collectivités actionnaires et les membres du Conseil d'Administration de la SPL TRIGIRONDE ont décidé de confier dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la SPL, le transfert, le transport, le tri, la valorisation des refus de tri et la revente des matériaux.

Le transport des emballages et des papiers depuis le quai de transfert vers le centre de tri désigné peut se faire au choix de la collectivité par ses moyens en interne, en régie et ainsi réaliser cette activité pour le compte de la SPL TriGironde.

De plus, durant une période des travaux, une partie des tonnages de collectes sélectives du SMICVAL sera détournée sur le centre de tri du SMD3.

L'objet de la présente convention est de présenter les modalités contractuelles, financières et techniques pour la réalisation de ces prestations.



# 1. Objet du CPI – dispositions générales

## 1.1. Objet du CPI

Le présent CPI marché est un marché public de services conclu en quasi-régie en application des dispositions des articles L. 2511-1 et suivants et L. 2521-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Il a pour objet :

- Le transport des collectes sélectives du SMICVAL Blayais, du quai de transfert de Saint Girons d'Aiguevives aux centres de tri de Saint-Denis-de-Pile ou Bègles, durant la phase transitoire.
- Le transport et tri des collectes sélectives du SMICVAL Libournais au centre de tri de Couloumieix-Chamiers, durant les travaux du centre de tri de Saint-Denis-de-Pile

*Le fonctionnement du transit, transport et tri propre au présent actionnaire est détaillé dans le document d'Annexes Techniques annexé au présent CCP.*

*Le volet financier est détaillé dans l'Annexe Financière annexée à l'Acte d'Engagement.*

## 1.2. Durée du contrat

Le contrat, dont la durée correspond à celle de la phase transitoire, est exécuté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 jusqu'à l'ouverture du nouveau centre de tri.

## 1.3. Parties contractantes

Les parties prenantes au marché sont les suivantes :

### 1.3.1. Pouvoir adjudicateur

L'acheteur est :

**La Société Publique Locale (SPL) TRIGIRONDE**

8 route Pinière

33910 SAINT DENIS DE PILE

Elle est représentée par son Directeur Général Olivier GUILMOIS.

Elle est désignée dans les pièces du présent marché par le terme « Acheteur ».

### 1.3.2. Titulaire du marché

Le Titulaire du Marché est :

**SMICVAL**

8 route de la Pinière

33910 SAINT DENIS DE PILE

Il est désigné dans les pièces du présent marché par le terme « Titulaire ».

Dès la notification du Marché, le Titulaire doit désigner nominativement, parmi ses personnels (personnes physiques) appelés à prendre part à l'exécution des prestations, un Représentant.

## 1.4. Sous-traitance

Il est interdit au Titulaire de sous-traiter une partie du Marché sans avoir préalablement demandé et obtenu l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant concerné par l'Acheteur.

En cas de sous-traitance non autorisée, le Titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts, dans les conditions de l'article 7.3 du présent CCAP.

### 1.4.1. Interdiction de la sous-traitance totale

Le Titulaire du présent marché peut en sous-traiter l'exécution de certaines de ses parties à condition d'avoir obtenu du l'Acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

### 1.4.2. Responsabilité du titulaire en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

### 1.4.3. Demande de sous-traitance et agrément

Le Titulaire remet contre récépissé à l'Acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximal des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- f) une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le Titulaire établit, en outre, qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du présent marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique, en produisant à cet effet :

- a) Soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré ;
- b) Soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Si, en cours d'exécution du marché, le Titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial, il demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article R. 2191-46 du Code de la Commande Publique.



Si ledit exemplaire ou ce certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le Titulaire justifie :

- a) Soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ;
- b) Soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Ladite justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché.

L'Acheteur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-avant ne lui a pas été remise.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le Titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige également la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

#### **1.4.4. Sous-traitant admis au paiement direct**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à six cent (600) euros toutes taxes comprises, le sous-traitant du Titulaire, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Acheteur, est payé directement par celui-ci, pour la partie du présent marché dont il assure l'exécution. Le paiement direct ne s'applique que pour les sous-traitants de premier rang.

#### **1.4.5. Avance au sous-traitant**

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique est réduite, pour le Titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Les limites fixées à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le présent marché ou dans l'acte spécial prévu à l'article R2193-3 du Code de la commande publique.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l'Acheteur.

Le remboursement de ladite avance s'effectue selon les modalités prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la Commande Publique. Si le Titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le Titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'Acheteur dès la notification de l'acte spécial.

#### **1.4.6. Paiement direct du sous-traitant**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire du présent marché, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé avant le 20 du mois.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'avis de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'Acheteur ou au mandataire de celui-ci.

Si le Titulaire accepte cette facture, il appose son cachet et sa signature sur la facture avec la mention manuscrite « Bon pour accord » et l'adresse, en même temps que sa propre demande de paiement et celles acceptées des autres sous-traitants, à l'Acheteur ou au mandataire de celui-ci.

Si le Titulaire refuse cette facture, il informe de son refus à l'Acheteur.

L'Acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par l'article R.2192-22 du code de la commande publique. Ledit délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé. L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

#### **1.4.7. Cession ou nantissement de créances par le sous-traitant admis au paiement direct**

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

La copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique ou, le cas échéant, de l'acte spécial prévu à l'article R2193-3 du Code de la commande publique désignant un sous-traitant admis au paiement direct, est remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct.

### **1.5. Autres dispositions générales**

#### **1.5.1. Droit et langue**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi établis dans le cadre du Marché doivent être entièrement rédigés en langue française.

Pour les documents administratifs, s'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

De même, les réunions et discussions relatives au Marché se déroulent en français ; il appartient au Titulaire de désigner, pour l'exécution du Marché, une équipe ayant une parfaite maîtrise de la langue française ou d'être accompagnée d'un traducteur.

#### **1.5.2. Forme des notifications et communications**

Il est fait application des dispositions des articles 3.1 et suivants du CCAG-FCS.



### **1.5.3. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et travail dissimulé**

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur en France.

Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier la bonne application, en cours d'exécution du marché sur simple demande de l'Acheteur.

Notamment et conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, à l'article L. 8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé et aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire du présent Marché est tenu de fournir au Acheteur, avant la signature du Marché, puis tous les 6 mois dans le cadre du dispositif de vigilance, toutes les pièces prévues par les articles D. 8222-4 et D. 8222-5 du code du travail pour le cocontractant établi en France et D. 8222-6 à D. 8222-8 pour celui établi à l'étranger.

Le Titulaire peut demander au représentant de l'Acheteur, du fait des conditions particulières d'exécution du Marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du Marché.

### **1.5.4. Protection de l'environnement**

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'Acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

### **1.5.5. Vérifications et admission des prestations**

Il n'est pas fait application des dispositions des article 27 à 30 du CCAG-FCS.

Le contrôle des prestations est effectué au regard des bons de pesés reçus par la SPL TRIGIRONDE.

## **2. Documents contractuels**

Il est fait application de l'article 4.1 du CCAG FCS.

Bien qu'ayant valeur contractuelle, les pièces générales énumérées par ledit article ne sont pas jointes au présent marché. Pour autant, elles sont réputées connues du Titulaire dans l'ensemble de leurs dispositions, stipulations et recommandations en vigueur au premier jour du mois de la date d'établissement des prix.

En outre, bien que n'étant pas annexées au présent marché, en font partie intégrante, les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au premier jour du mois de la date d'établissement des prix.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

En cas d'infraction aux instructions, lois, règlements, etc..., le Titulaire en supportera seul les conséquences, notamment les pénalités ou amendes, ou dommages-intérêts éventuels, et s'engage, en tant que de besoin, à en relever indemne l'Acheteur pour le cas où de telles sanctions ou condamnations lui seraient appliquées ou seraient prononcées à son encontre.

### **3. Prix et paiements des prestations**

#### **3.1. Choix de l'unité monétaire de règlement**

L'unité monétaire de règlement du présent marché est l'Euro.

#### **3.2. Avance**

Le cas échéant, il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

#### **3.3. Contenu et caractère des prix**

##### **3.3.1. Nature des prix**

La construction du calcul du coût à la tonne versée à la collectivité par la SPL TriGironde pour chacun des différents volets est détaillée dans l'Annexe Financière annexée à l'Acte d'Engagement.

##### **3.3.2. Contenu des prix**

Il est fait application de l'article 10.1 du CCAG-FCS.

#### **3.4. Règlements des comptes**

Le prix de la demande de paiement mensuelle est calculé conformément aux stipulations de l'annexe financière de l'acte d'engagement et aux stipulations du présent CCP.

#### **3.5. Variation dans les prix**

##### **3.5.1. Modalités de révision des prix**

La révision des prix sera effectuée conformément aux stipulations de l'Annexe Financière de l'Acte d'Engagement.



### 3.5.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

### 3.6. Paiement des sous-traitants

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un Acte Spécial (de type DC4) signé par le représentant de l'Acheteur et par le Titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire du groupement d'entreprises.

Aucun autre mode de règlement que le virement administratif n'est accepté.

L'Acte Spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
  - Les modalités de calcul et versement des avances et acomptes,
  - La date (ou le mois) d'établissement des prix,
  - Les modalités de révision des prix éventuelles,
  - Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses,
  - Le comptable assignataire des paiements,
  - Si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

L'Acte Spécial, une fois accepté, est annexé à l'Acte d'Engagement, après les autres actes spéciaux le cas échéant acceptés à la signature du marché par l'Acheteur.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement (paiement direct obligatoire au-dessus d'un seuil de 600 euros TTC), le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant, pour chaque sous-traitant concerné, la somme à prélever, par l'Acheteur, sur celles qui lui sont dues ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision du prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement (cotraitant), l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par l'Acheteur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le mandataire transmet ensuite à l'Acheteur l'ensemble des documents (pièces justificatives et attestations) revêtus de sa signature.

### 3.7. Forme particulière de l'envoi de demande de paiement

Les factures seront adressées par courrier à l'adresse du siège social de la SPL TriGironde.

Conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique ; outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 5° La date d'exécution des services ;
- 6° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 7° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- 8° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 10° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

### 3.8. Paiements

#### 3.8.1. Délai de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes par l'Acheteur.

Le point de départ du délai global de paiement et les modalités de calcul de ce délai, pour le paiement des avances, décomptes mensuels et décompte général et définitif pour le Titulaire et ses éventuels sous-traitants sont précisées aux article R. 2192-12 et suivants du Code de la commande publique.

Les modalités de suspension de ce délai sont définies par ces mêmes textes.



L'attention du Titulaire est appelée sur les situations de cession ou de nantissement de créances et sur l'obligation faite à l'organisme bénéficiaire de remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité au comptable, en tant que pièce justificative du paiement, conformément à R. 2191-46 du Code de la commande publique.

Dans le cas particulier où la notification ou signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique du marché ou du certificat de cessibilité en même temps que du mandat et des autres pièces justificatives, le comptable suspend le délai global de paiement.

Le délai global de paiement des sous-traitants payés directement court à partir de la réception de leurs demandes de paiement, telles que transmises par le mandataire du groupement.

Si le mandataire n'a donné aucune suite à une demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé au sous-traitant dans le délai de 15 jours, ce sous-traitant envoie directement sa demande de paiement à l'Acheteur, par lettre recommandée avec avis de réception postal. Le délai global de paiement de ce sous-traitant court à partir de la réception par l'Acheteur de sa demande de paiement.

### 3.8.2. Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation prévues au marché.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la T.V.A.

Lorsque le dépassement du délai n'est imputable ni à l'Acheteur, ni au Titulaire du marché, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

## 4. Clause de réexamen

Les Parties conviennent de se rencontrer dans les meilleurs délais en vue de discuter de l'éventuelle évolution des conditions d'exécution du Marché dans les hypothèses suivantes :

- Si, au regard des évolutions réglementaires ou législatives, les Parties décidaient d'un commun accord de modifier les prestations à la charge du Titulaire ou leurs modalités d'exécution ;
- En cas de demande de modification du périmètre de la prestation par l'Acheteur ;
- D'un commun accord entre les parties afin de mettre en œuvre une modification du projet qui serait techniquement ou financièrement opportune pour les Parties.

Si les Parties parviennent à un accord, la modification du marché fera l'objet d'un avenant.

L'Acheteur n'est pas tenu d'accepter une demande de modification du Marché émanant du Titulaire et pourra la refuser sans créer un droit à indemnisation pour ce dernier.

## 5. Pénalités

### 5.1. Conditions d'application des pénalités

Toutes les pénalités listées dans les clauses suivantes sont cumulables.

Par dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque l'Acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il n'est pas tenu d'inviter par écrit le Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités prévues à l'article 5.2 sont plafonnées pour chaque année n à hauteur de 10 % du montant hors taxe annuel du marché. Les différentes pénalités seront déduites des demandes de paiement présentées par le Titulaire.

Les pénalités ne s'appliqueront pas en cas de force majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur aux parties) telle que définie par la réglementation et la jurisprudence.

L'ensemble des pénalités sera applicable sans mise en demeure préalable (elles seront appliquées sur simple constat effectué par l'Acheteur) sauf lorsqu'il en est expressément disposé autrement dans les articles qui suivent.

Nonobstant l'application de pénalités, tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent marché pourra faire l'objet d'une mise en demeure par l'Acheteur notifiée au Titulaire par lettre recommandée. Dans l'hypothèse où cette mise en demeure resterait vaine, l'Acheteur pourrait prononcer la résiliation du marché conformément aux stipulations du présent CCAP et du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité. Le Titulaire s'obligera à déduire ces pénalités de toute facturation au titre du présent marché au-delà de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant l'application desdites pénalités.

### 5.2. Pénalités dans le cadre l'exécution des prestations

#### 5.2.1. Pénalité en cas d'interruption du service

Tout interruption du service qui n'aura pas été au préalable prévue et autorisée par l'Acheteur donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de 500 € par infraction constatée.

#### 5.2.2. Pénalité pour non-respect des dispositions du code du travail et travail dissimulé

En vertu de l'article L. 8222-6 du Code du travail, le titulaire qui, après mise en demeure, ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, encourt une pénalité représentant 10% du montant hors taxes du montant du marché en cours d'exécution, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.



### 5.2.3. Remise des documents prévus au marché ou demandés par l'Acheteur

Si, après une mise en demeure, par courrier recommandé avec accusé de réception, par l'Acheteur restée sans réponse pendant un délai de trois (3) jours ouvrés, le Titulaire n'a toujours pas remis un des documents ci-dessous, ce retard sera sanctionné par une pénalité de 200 € par jour de retard compté à partir de l'expiration du délai de trois (3) jours ouvrés :

- Attestations d'assurance,
- Rapport mensuel.

## 6. Assurances

### 6.1. Responsabilités de l'exécution du marché

D'une manière générale, il est rappelé que le Titulaire est responsable de l'exécution de ses missions au titre du présent contrat tant à l'égard de l'Acheteur que des usagers et des tiers. Ainsi le Titulaire sera seul responsable vis-à-vis des tiers, et de l'Acheteur de tous accidents, dommages, différends, litiges de quelque nature que ce soit. Le Titulaire étant seul responsable des relations contractuelles qui pourraient intervenir avec des tiers en vue de l'exécution de ses missions.

Le Titulaire fera son affaire exclusive de toute gestion des risques et litiges pouvant provenir du fait de l'intégralité de ses missions. D'une manière générale, la responsabilité de l'Acheteur ne pourra être recherchées à l'occasion d'un litige.

La responsabilité du Titulaire du marché à l'égard de l'Acheteur et des tiers s'étend aux actes de son personnel, de ses sous-traitants et de leur personnel pendant toute la durée du présent marché.

Le Titulaire et son (ses) assureur(s) garantissent l'Acheteur et ses assureurs contre tous risques de recours émanant des voisins, des tiers et de toutes entités distinctes de l'Acheteur.

### 6.2. Assurances de l'exécution du marché

#### 6.2.1. Généralités

Le Titulaire souscrira l'ensemble des polices d'assurances nécessaire à son activité auprès d'une compagnie notoirement solvable.

Il appartient au Titulaire de souscrire des montants de garantie à la hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

Le Titulaire devra produire dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché, ainsi qu'une fois par an, avant le 31 janvier de chaque année, sur simple réquisition de l'Acheteur une attestation, d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations précises suivantes :

- Identité de la compagnie d'assurance,

- Numéro de police,
- Date d'effet, période de validité,
- Activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun,
- Montants des garanties accordées,
- Montants des franchises.

Ce document devra être établi, daté et signé par la compagnie d'assurances du Titulaire.

En cas de couverture insuffisante, l'Acheteur se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire la souscription d'une assurance complémentaire.

### 6.2.2. Assurance des responsabilités civiles

Le Titulaire du présent marché est tenu de souscrire des garanties d'assurance pour couvrir les conséquences pécuniaires de ses responsabilités civile et professionnelle en cas de préjudices causés à des tiers et/ou à l'Acheteur du fait des prestations découlant de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire du présent marché fera garantir au titre du même contrat d'assurance les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile propriétaire d'immeuble incombant au Propriétaire. Le titulaire informera la SPL des montants de garanties qu'il a souscrit par sinistre pour :

- Les dommages corporels (sans franchise) ;
- Les dommages matériels et immatériels consécutifs ;
- Les dommages immatériels non-consécutifs.

Il indiquera également le montant des franchises (sauf dommage corporels sans franchise).

### 6.2.3. Justifications des assurances

Dans le délai d'un mois à compter du début d'exécution du marché, le Titulaire devra communiquer à l'Acheteur une copie des polices d'assurances correspondantes.

Le Titulaire communiquera ensuite tous les ans, au plus tard 15 jours après la date de renouvellement de chacun des contrats, ou à tout moment sur demande, une attestation d'assurance, en un seul exemplaire original, signée par l'assureur indiquant que celui-ci est à jour de cotisations pour l'année en cours et comportant la description exacte des sommes assurées, le montant des franchises et précisant la qualité d'assuré additionnel du Acheteur conformément aux dispositions du présent article.

Les éventuels avenants aux contrats d'assurances seront obligatoirement soumis à l'approbation préalable de l'Acheteur et ne pourront, sauf accord exprès de l'Acheteur avoir pour effet de réduire l'étendue des garanties dans leur portée ainsi que leur montant.

L'Acheteur pourra résilier le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire en cas de non-production de l'ensemble des pièces précitées.

## 7. Sanctions coercitives et résolutoires

### 7.1. Résiliation de plein droit sans indemnité du marché

Les cas de résiliation de plein droit sans indemnité prévus aux articles 39 et 40 du CCAG FCS s'appliquent au présent marché et dans les conditions fixées par ces derniers.

### 7.2. Résiliation pour un motif d'intérêt général

L'Acheteur ou le Titulaire peut à tout moment, même en l'absence de faute, mettre fin à l'exécution du marché, par une décision de résiliation pour motif d'intérêt général notifiée à son cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG FCS.

Cette décision ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au Titulaire à raison de ses fautes.

Le cocontractant qui subit la résiliation a droit à être indemnisé du préjudice subi au titre de l'exécution des prestations d'exploitation du fait de cette résiliation. Cette indemnisation comprend exclusivement le remboursement des investissements réalisés par le cocontractant spécifiquement pour l'exécution du présent marché pour leur valeur comptable non encore amortie à la date de la résiliation. Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne peut prétendre à aucune autre indemnisation.

En tout état de cause, le cocontractant qui subit le préjudice doit présenter une demande écrite d'indemnisation accompagnée de l'ensemble des justificatifs, par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai d'un mois suivant la réception de la décision de résiliation.

### 7.3. Résiliation aux torts et risques du titulaire

L'Acheteur peut résilier, en tout ou partie, le marché aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, notamment en cas de non-respect de ses engagements contractuels, de la réglementation en vigueur ou dans les cas prévus à l'article 41 du CCAG FCS.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. Le Titulaire doit dans ce délai et ce, à compter de la notification de la mise en demeure, répondre aux obligations de celle-ci et, à tout le moins, présenter ses observations.

L'Acheteur peut résilier le marché aux torts du Titulaire sans mise en demeure préalable :

- Lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer le cas de force majeure,
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux,
- Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le Titulaire a été exclu de toute participation aux marchés de l'Acheteur ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale.

La résiliation prendra effet à la date mentionnée dans la mise en demeure de s'exécuter ou, faute d'une telle mention, le lendemain du jour au cours duquel le délai d'exécution laissé par l'Acheteur au Titulaire aura expiré sans que la mise en demeure ne se soit exécutée.

La décision de résiliation précisera que cette dernière est prononcée aux torts du Titulaire.



La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles.

## 8. Résiliation en cas de force majeure

Toutes circonstances résultant d'un cas de force majeure, intervenant après la conclusion du contrat et empêchant de façon durable, l'exécution, totale ou partielle, du contrat dans les conditions normales sont considérées comme causes d'exonération des obligations des parties.

En cas de force majeure, le marché pourra alors être résilié. Les dépenses engagées par le Titulaire et directement liées à l'exécution du Marché, et celles générées du fait de cette résiliation, seront supportées pour moitié par l'Acheteur, pour moitié par le Titulaire.

Toute indemnisation du manque à gagner est exclue de cette hypothèse.

Les cas constitutifs de force majeure au titre des présentes sont tout événement considéré comme imprévisible, extérieur aux parties et irrésistible par application des critères jurisprudentiels.

Les grèves du personnel du Titulaire ainsi que les grèves des transports en commun ne peuvent être considérées comme un cas de force majeure. La partie qui invoque la force majeure doit en avertir l'autre dans les plus brefs délais, à l'effet d'examiner toutes les conséquences de la force majeure dès que ces événements auront cessé.

L'invocation de la force majeure ne préjuge pas de la recherche de la responsabilité de l'une ou l'autre des parties.

Si la durée de l'empêchement dû à la force majeure venait à excéder 6 mois, le contrat pourra être résilié à l'initiative du Acheteur.

## 9. Cession

Toute cession du contrat, tout changement du Titulaire du marché, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un avenant de transfert conclu dans les conditions de l'article R.2194-6 du code de la commande publique, et dans la mesure où elle ne contrevient pas au principe de la conclusion d'un marché en quasi-régie des articles L. 2511-1 et suivants et L. 2521-1 et suivants du code de la commande publique.

Par cession du marché, on entend tout remplacement du Titulaire par un tiers au contrat, au cours de l'exécution du marché. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs (notamment par scission ou fusion) qui entraîne un changement de la personnalité morale du Titulaire initial du marché. La cession du marché doit s'entendre de la reprise pure et simple de l'ensemble des droits et obligations résultant du présent marché. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du marché tels que la durée, le prix ou la nature des prestations.

Toute cession totale ou partielle du marché est interdite, à moins d'un accord préalable exprès de l'Acheteur qui vérifiera notamment si toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer les prestations objet du marché conformément aux obligations contractuelles sont données avant cession du marché.

## 10. Jugement des contestations

L'Acheteur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché devront être soumis à la juridiction compétente.

## 11. Clauses techniques

### 11.1. Généralités

Le fonctionnement du transport propre au présent actionnaire est détaillé dans les Annexes Techniques annexé au présent CCP.

La TVA à 5,5% est appliquée à l'ensemble des coûts.

### 11.2. Volet transport

Le présent chapitre définit la prestation de transport des emballages et des papiers, réalisée par la collectivité, en régie interne, pour le compte de la SPL TriGironde.

Le transport se définit comme l'opération d'acheminement des collectes sélectives depuis le quai de transfert vers le centre de tri par un véhicule de transport de type semi-remorque FMA, pour les collectivités avec rupture de charge.

Le transport des emballages et des papiers depuis le quai de transfert vers le centre de tri désigné peut se faire au choix de la collectivité par ses moyens en interne (en régie). Le coût mensuel appelé par la collectivité à la SPL TriGironde sera ainsi celui déterminé par la collectivité, ayant fait l'objet d'une validation selon 3 modes d'organisation : transport en semi-remorque FMA appartenant à la collectivité, transport en semi-remorque FMA en location longue durée, transport en polybenne appartenant à la collectivité.

Deux cas de figure sur la présente collectivité :

- Secteur du SMICVAL Blayais : durant la phase transitoire, transport en régie - semi-remorque FMA en location longue durée
- Secteur du SMICVAL Libournaise : durant la période d'arrêt de la chaîne de tri sur le nouveau centre de tri de TRIGIRONDE, transport en prestation de service

*La construction du calcul du coût à la tonne versée à la collectivité par la SPL TriGironde est détaillée dans l'Annexe Financière annexée à l'Acte d'Engagement.*

En régie interne, le coût est révisé mensuellement selon l'indice DIREM lié au cout du gasoil.

En prestation de service, le coût est révisé selon la clause de révision du marché de prestation lancé par le SMICVAL qui se repercutera sur le coût mensuel appelé.

*Les modalités de révision du coût sont détaillées dans les Annexes Financières annexées à l'Acte d'Engagement.*

### 11.3. Volet tri des collectes sélectives

Le présent chapitre définit la prestation de tri des emballages et des papiers, réalisée par la collectivité, pour le compte de la SPL TriGironde, durant la période d'arrêt de la chaîne de tri sur le nouveau centre de tri de TRIGIRONDE, sur le centre de tri de Couloumiex-Chamiers (PAPREC-SMD3).

Le coût mensuel appelé par le SMICVAL à TRIGIRONDE correspond au coût de tri acté dans la convention public-public qui lie le SMICVAL au SMD3

*La construction du calcul du coût à la tonne versée à la collectivité par la SPL TriGironde est détaillée dans l'Annexe Financière annexée à l'Acte d'Engagement.*

Les coûts feront l'objet d'une révision mensuelle selon les modalités propres à la convention, qui se répercutera sur le coût mensuel appelé.

*Les modalités de révision du coût sont détaillées dans les Annexes Financières annexées à l'Acte d'Engagement.*

### 12. Dérogations au CCAG-FCS

L'article 5.1 du présent CCP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS

L'article 7.2 du présent CCP déroge à l'article 42 du CCAG FCS

### 13. Acceptation du CCP

PARTIE A REMPLIR PAR LE TITULAIRE	PARTIE A REMPLIR PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR
A _____, Le _____	A _____, Le _____
Nom, Prénom : _____	
Signature du Titulaire	Signature du Pouvoir Adjudicateur



Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

ID : 033-253306617-20221213-2022\_67-DE



Société Pub

8 Route de la Pinière

33910 Saint Denis de Pile



SMICVAL

8 route de la Pinière

33910 SAINT DENIS DE PILE

## CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGREE (CPI) DE TYPE MARCHÉ DE SERVICES

Transport des collectes sélectives du SMICVAL Blayais, du quai de transfert de Saint Girons d'Aiguevives aux centres de tri de Saint-Denis-de-Pile ou Bègles

Transport et tri des collectes sélectives du SMICVAL Libournais au centre de tri de Couloumieix-Chamiers

**SPL TRIGIRONDE / SMICVAL**

Assistants au Maître d'Ouvrage (A.M.O.) :

**TRIDENT**  
SERVICE



**TRIDENT SERVICE**

15, allée des Sablières

78290 CROISSY-SUR-SEINE

**BRG AVOCATS & ASSOCIES**

1, rue du Guesclin BP 71612

44016 Nantes Cedex 1

Nom du document :

### Annexes Techniques

Annexe du Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

A

18/11/2022

Emission du DCE

Indice

Date

Description

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

**SLOW**

ID : 033-253306617-20221213-2022\_67-DE

Actionnaires	Transfert		Transport				prévisionnels	
	adresse	type	mode	organisation	Lieu	opérateur	phase transitoire	
SMICOTOM	20 Zone d'Activité 33112 Saint-laurent Médoc	vidage au sol puis rechargement par le syndicat	Prestataire de service	enlèvement à la demande sur RDV en semi-remorque FMA	345, Route Jean d'Arnaud 40465 Lalauque	Véolia	6 063 T	
CDC Médoc Estuaire	Route de l'Esclause 33460 ARSAC	vidage gravitaire dans une remorque FMA	Prestataire de service	mise à disposition d'une remorque FMA en permanence sur site et enlèvement selon le niveau de remplissage	345, Route Jean d'Arnaud 40465 Lalauque	Véolia	1 163 T	
CDC MEDULLIENNE	lieu-dit Mont d'Or 33480 Castelnau de Médoc	Vidage gravitaire dans un caisson	Prestataire de service	mise à disposition de 3 caissons en permanence enlèvement dès que 2 caissons sont pleins	345, Route Jean d'Arnaud 40465 Lalauque	Véolia	923 T	
SEMOCTOM	9, route de l'Allégret 33670 Saint Léon	vidage gravitaire dans une remorque FMA	Régie directe	mise à disposition d'une remorque FMA en permanence sur site et enlèvement selon le niveau de remplissage. Le semi-remorque FMA est la propriété du SEMOCTOM	VALBOM Rue louis Blériot 33130 BEGLES	SOVAL	6 631 T	
SICTOM SUD GIRONDE	10 rue Fontaine ZAE Fontaine 33210 FARGUES	vidage gravitaire dans un caisson compacteur	Régie directe	Transport simultanée de 2 caissons à l'aide d'un polybenne muni de sa remorque. Tout les matériel est la propriété du SICTOM	VALBOM Rue louis Blériot 33130 BEGLES	SOVAL	2 696 T	
CDC CONVERGENCE GARONNE	12 rue Maréchal Leclerc Hauteclouque 33720 PODENSAC	vidage direct au centre de tri		pas de transport	TRIVALO 33 ZA du Pays de Podensac 33720 ILLATS	COVED PAPREC	1 469 T	
SMICVAL	Libournais	8, route de la Pinière 33910 Saint Denis de Pile	vidage direct au centre de tri		pas de transport	8, route de la Pinière 33910 Saint Denis de Piel	SEPUR	5 087 T
	Libournais pendant les 10 semaines de travaux	8, route de la Pinière 33910 Saint Denis de Pile	vidage au sol puis rechargement par le syndicat	Prestataire de service	enlèvement à la demande sur RDV en semi-remorque FMA	SMD3 La Rampinsolle 24660 Couloumiex Chamiers	PAPREC	1 590 T
	Libournais Après travail	8, route de la Pinière 33910 Saint Denis de Pile	vidage direct au centre de tri		pas de transport	TRIGIRONDE 8, route de la Pinière 33910 Saint Denis de Piel	SEPUR	953 T
	Blayais	1 lieu-dit Cote Rotie 33920 Saint Girons d'Aiguevives	vidage gravitaire dans une trémie tampon puis dans une remorque FMA	Régie directe	mise à disposition d'une remorque FMA en permanence sur site et enlèvement selon le niveau de remplissage. Le semi-remorque FMA est en location longue durée full service	8, route de la Pinière 33910 Saint Denis de Piel	SEPUR	2 553 T
	Blayais pendant les 10 semaines de travaux	2 lieu-dit Cote Rotie 33920 Saint Girons d'Aiguevives	vidage gravitaire dans une trémie tampon puis dans une remorque FMA	Régie directe	mise à disposition d'une remorque FMA en permanence sur site et enlèvement selon le niveau de remplissage. Le semi-remorque FMA est en location longue durée full service	VALBOM Rue louis Blériot 33130 BEGLES	SOVAL	798 T
	Blayais Après travaux	3 lieu-dit Cote Rotie 33920 Saint Girons d'Aiguevives	vidage gravitaire dans une trémie tampon puis dans une remorque FMA	Régie directe	mise à disposition d'une remorque FMA en permanence sur site et enlèvement selon le niveau de remplissage. Le semi-remorque FMA est en location longue durée full service	TRIGIRONDE 8, route de la Pinière 33910 Saint Denis de Piel	SEPUR	479 T



Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

ID : 033-253306617-20221213-2022\_67-DE



Société Publi

8 Route de la Pinière

33910 Saint Denis de Pile



SMICVAL

8 route de la Pinière

33910 SAINT DENIS DE PILE

## CONVENTION DE PRESTATIONS INTEGREE (CPI) DE TYPE MARCHÉ DE SERVICES

Transport des collectes sélectives du SMICVAL Blayais, du quai de transfert de Saint Girons d'Aiguevives aux centres de tri de Saint-Denis-de-Pile ou Bègles

Transport et tri des collectes sélectives du SMICVAL Libournais au centre de tri de Couloumieix-Chamiers

**SPI TRIGIRONDE / SMIICVAL**

Assistants au Maître d'Ouvrage (A.M.O.) :

**TRIDENT**  
SERVICE



**TRIDENT SERVICE**

15, allée des Sablières

78290 CROISSY-SUR-SEINE

**BRG AVOCATS & ASSOCIES**

1, rue du Guesclin BP 71612

44016 Nantes Cedex 1

Nom du document :

### **Annexes Financières** Annexe de l'Acte d'Engagement

A

18/11/2022

Emission du DCE

Indice

Date

Description



Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

**SLOW**

**CPI D** ID : 033-253306617-20221213-2022\_67-DE **TYPE MARCHÉ DE SERVICES**

### Synthèse du Coût total appelé par la collectivité au mois m

	€ HT	TVA	€ TTC
<b>Transport</b>	0 € HT	0 €	0 € TTC
<b>Tri</b>	0 € HT	0 €	0 € TTC
<b>TOTAL</b>	<b>0 € HT</b>	<b>0 €</b>	<b>0 € TTC</b>